

Unité Interdépartementale 25-70-90
24 Boulevard des Alliés
70000 Vesoul

Vesoul,, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Les Carrières Comtoises (L2C)

9 route d'Audincourt
BP13119
25420 Voujeaucourt

Références : UID257090/SPR/ES 2024 - 0729A
Code AIOT : 0005901921

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement Les Carrières Comtoises (L2C) implanté Lieu-dit Le Saloin 90100 Saint-Dizier-l'Évêque. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La S.A.R.L. ETS CONCASTRI (DAMPIERRE-LES-BOIS) était autorisée à exploiter une carrière de matériaux calcaires d'une superficie de 2 ha 79 a 40 ça située sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE au lieu-dit « Le Saloin »(parcelle section ZB n° 45) par l'arrêté préfectoral n° 75-983 du 20 mars 1975,renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 1201 du 7 juin 1982 et en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 919 du 23 mars 1990.

Ce dernier arrêté préfectoral précise que l'exploitation de cette carrière est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 1201 du 7 juin 1982 et que l'autorisation est accordée jusqu'au 20 mars 2000.

Monsieur Pierre CONCASTRI, agissant alors en qualité de Gérant de la S.A.R.L.ETS CONCASTRI,

avait, par dossier daté du 14 janvier 2001, déclaré à Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort l'abandon définitif des travaux d'exploitation sur cette carrière de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE. Ce dossier, conforme à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif à la mise à l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement, mettait en évidence un certain nombre de non-conformités par rapport aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral du 7 juin 1982. Ces non-conformités relatives notamment à la hauteur trop importante de certains gradins et au manque de re-végétalisation de banquettes et de la plate-forme de base, ont conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'étudier les conditions de mise en conformité de la carrière.

La S.A.R.L. ETS CONCASTRI a alors fourni, en complément du dossier d'abandon de travaux, une étude réalisée par Sciences Environnement en octobre 2002 précisant les aménagements envisagés en vue de résoudre les problèmes de non-conformités constatés par rapport aux dispositions fixées par l'arrêté d'autorisation.

L'inspection des installations classées a informé la SARL ETS CONCASTRI par lettre du 8 avril 2003 des observations que soulevait cette étude. Ce courrier demandait en particulier à l'exploitant de fournir un plan topographique. Il s'avère que le plan topographique transmis par l'exploitant en décembre 2007, et qui fait état de la situation de cette carrière au 25 octobre 2007, indique clairement que le remblayage réalisé a été nettement plus important que celui programmé dans l'étude de Sciences Environnement. En conséquence, un courrier de l'inspection daté du 14 avril 2008 a été adressé à l'exploitant pour lui demander de transmettre le registre et les bordereaux de suivi permettant d'assurer la traçabilité et la connaissance des déchets stockés sur le site.

Ces conditions de remise en état n'ont pas permis d'établir un procès-verbal de récolement.

La société L2C s'est substituée depuis à la société CONCASTRI. La SCI " La Ranceuse" est propriétaire des terrains de cette carrière. Au mois de juin 2024, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que la SCI souhaite vendre les terrains à un aménageur dans le cadre d'un projet d'installation de parc de panneaux photovoltaïques.

La présente inspection a pour objectif de vérifier la mise en sécurité du site et à informer l'exploitant de ces obligations en matière de réhabilitation de cette carrière dans le cadre des nouvelles dispositions des articles L 512-21 et R556-1 du Code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Carrières Comtoises (L2C)
- Lieu-dit Le Saloin 90100 Saint-Dizier-l'Évêque
- Code AIOT : 0005901921
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière n'est plus exploitée depuis la fin de l'année 1999.

Une partie du la périphérie Ouest et Sud du site et la surface remblayée ont été contrôlées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 08/06/1982, article 3.2	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R556-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement clôturé et deux portails fermés à clé interdisent son accès. Il n'a pas été constaté la présence de trace de pollution et de produits dangereux. En revanche, le remblaiement quasi-total du site n'est pas conforme à la remise en état prévue par l'autorisation de 1982. Cet arrêté prévoyait une végétalisation des banquettes (engazonnement et plantation d'arbres) et le nivellement en pente douce d'une partie du carreau avec les terres de découverte excédentaires. Toutefois, la vocation implicite de l'usage des terrains (écologique) au regard des modalités de remise en état prescrites par l'arrêté préfectoral de 1982 est atteinte dans son objectif car le site est très végétalisé.

Toutefois, la mise en sécurité n'est pas finalisée car les déchets remblayés n'ont pas fait l'objet d'une traçabilité permettant de justifier leur caractère inerte . En conséquence, les conditions de mise en sécurité ne répondent pas aux dispositions de l'article R512-75-1 (paragraphe IV). Une étude de sol devra être transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. [...]
Constats : L'exploitant (anciennement société CONCASTRI) a par un dossier daté du 14 janvier 2001, déclaré

au Préfet du Territoire de Belfort au travers d'un dossier, l'abandon définitif des travaux d'exploitation de la carrière située au lieu-dit "Le Saloin" sur la commune de SAINT-DIZIER-L'EVEQUE.

La carrière est équipée de 2 portails fermés à clé. L'inspection des périphéries Sud et Ouest montre la présence d'une clôture en bon état. Par ailleurs, la majeure partie de cette périphérie présente une végétalisation dense.

La très grande majorité de la surface de la carrière a été remblayée par des matériaux présentés comme inertes par l'exploitant.

Les fronts d'extraction de la carrière sont très peu visibles de part leur végétalisation importante. La hauteur du front Est (qui présentait initialement une hauteur de 22 mètres d'après le dossier d'abandon de travaux susmentionné) est évaluée à 1 mètre environ. Il est à noter que le remblaiement avait pour objectif de diminuer la hauteur du front de 22 mètres aux 15 mètres réglementaires.

Le carreau correspondant désormais à la cote altimétrique du remblaiement présente une surface plane et une végétalisation clairsemée. Il n'a pas été constaté de présence de produits polluants et de traces de pollution. Seul un petit stock de granulats et quelques éléments métalliques (panneau de signalisation...) sont présents sur le site. En revanche, le remblaiement réalisé ayant été nettement plus important que celui programmé pour le retour à la hauteur réglementaire du front d'extraction, une étude de sol s'avère nécessaire pour la surveillance des effets de l'installation sur son environnement au regard de l'absence de traçabilité des déchets stockés. **L'exploitant n'a pas réalisé cette étude. En conséquence, la mise en sécurité de la carrière n'est pas finalisée.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser sous un délai de 4 mois une étude de sol au niveau de la zone de remblaiement. Elle sera basée sur la réalisation de sondage dans le massif de déchets dont le nombre et la profondeur seront adaptés à la surface et à la hauteur du remblaiement. Cette étude sera réalisée conformément aux exigences de la norme NF X 31-620-2.

Les résultats de ces prélèvements pourront orienter une éventuelle demande de mise en place d'une couverture finale ou autre aménagement en fonction de l'usage projeté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/1982, article 3.2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

Dès leur achèvement en tant que niveau d'extraction, les gradins doivent être suffisamment purgés de manière à assurer la stabilité dans le temps des fronts ainsi constitués. La largeur des banquettes issues de l'exploitation ne pourra être réduite à moins de 10 mètres.

Dès l'achèvement des travaux d'extraction, les terres de découverte préalablement stockées doivent être rétablies sur une épaisseur minimum de 0.50 m sur les banquettes abandonnées de

<p>l'exploitation ; un engazonnement suivi d'une plantation d'arbres et d'arbustes y sera développé. La plate-forme de base sera, après nivellement en pente douce des terres de découverte excédentaires, réaménagée de la même manière et ce sur une largeur d'au moins 10 mètres à compter du front de taille du gradin inférieur.</p> <p>Les installations de chantier seront démolies, les débris de toute sorte évacués, les abords de la carrière nettoyés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de remise en état prescrites par l'arrêté préfectoral susmentionné ne sont pas respectées.</p> <p>Le remblaiement presque total du site ne montre plus l'existence de banquette et la hauteur des fronts d'extraction est limitée à 1 mètre. Au regard de l'importance de ce remblaiement (au dessus de la cote topographique de la banquette), l'objectif de stabilité des fronts est atteint indépendamment de la largeur de la banquette.</p> <p>Toutefois, le site présente une végétalisation dense sur sa périphérie et plus clairsemée sur la zone remblayée.</p> <p>La vocation de la remise en état prescrite n'est pas explicitement définie par l'arrêté préfectoral susmentionné, toutefois selon la typologie des usages définis par l'article D556-1 A du Code de l'environnement, il peut-être considéré que les modalités de remise en état prescrites avaient pour objectif une vocation écologique ("autre usage" selon la typologie des usages susmentionnée).</p> <p>La présence de végétalisation sur le site répond aux objectifs des dispositions réglementaires susmentionnées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R556-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Travaux de réhabilitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une installation classée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage, dans les conditions définies par l'article L. 556-1, s'informe sur l'état de la procédure de cessation d'activité de cette installation au sens de l'article R. 512-75-1. [...]</p> <p>[...] Si le maître d'ouvrage ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est connu et existe toujours, les travaux de réhabilitation sont menés, soit par l'exploitant, soit par le maître d'ouvrage dans le cadre des dispositions de l'article L. 512-21.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La SCI "La Ranceuse" composée de 3 co-propriétaires est propriétaire des terrains de la carrière. Un représentant de cette SCI indique que ces terrains sont destinés à être vendus prochainement à un aménageur (avant la fin de l'année 2024) dans le cadre d'un projet d'installation d'un parc de panneaux photovoltaïques.</p>

L'inspection informe que les travaux de réhabilitation qui seront à réaliser au regard des résultats de l'étude de sol ou en cas de changement d'usage des terrains sont à la charge de l'exploitant de la carrière ou par un porteur de projet dans le cadre de l'article L512-21 du Code de l'environnement en application du R556-1 du même code.

L'article R556-1 susmentionné prévoit : *"Si le maître d'ouvrage ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est connu et existe toujours, les travaux de réhabilitation sont menés, soit par l'exploitant, soit par le maître d'ouvrage dans le cadre des dispositions de l'article L. 512-21."*

Les dispositions de cet article peuvent être mises en œuvre pour cette carrière.

Type de suites proposées : Sans suite